



# MARCHE MONDIALE DES FEMMES

## BULLETIN DE LIASION

Décembre 2019

### Éditorial

C'est avec grande joie que nous envoyons cette newsletter aux militantes de la Marche du monde entier. Cette newsletter est spéciale parce qu'elle a été rédigée dans le contexte de la préparation et du lancement de la 5<sup>e</sup> Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes, sous le slogan "Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer !"  
C'est aussi la première newsletter après la décision du Comité Internationale de décentraliser la communication au Brésil, sous la coordination du Secrétariat International.

Pendant la 11<sup>e</sup> Rencontre Internationale, à Bilbao, il a été souligné que la communication est cruciale pour maintenir la connexion de notre mouvement international et pour rendre visibles les actions des participantes et promouvoir la solidarité internationale. Depuis, nous avons lancé notre nouveau site web international ([www.marchemondiale.org](http://www.marchemondiale.org)). Avec ce numéro nous reprenons la publication trimestrielle de la newsletter, le prochain étant prévu en mars. À partir de janvier nous allons publier de façon régulière sur le site web et sur les pages de la Marche Mondiale sur les réseaux sociaux.

2020 c'est l'année de notre 20<sup>e</sup> anniversaire en tant que mouvement international. Avec l'organisation de la 5<sup>e</sup> Action Internationale, nous nous donnons le défi de repenser et resituer notre mouvement dans le contexte du mouvement féministe international, pour confronter l'avancée du conservatisme et l'affaiblissement de l'État et de la démocratie, dans ce qu'on appelle la crise des crises. Les facteurs qui ont mené à l'appel à l'action il y a vingt ans se sont aggravés: la pauvreté et la violence envers les femmes ont acquis une dimension plus profonde et inhumaine. Le conservatisme s'est emparé de tous les secteurs de la société. Avec cette action nous voulons réaffirmer le féminisme populaire comme notre modèle d'organisation, qui nous permettra d'élargir l'espace et les voix des femmes, dans leur diversité, en marche pour transformer le monde. Nous voulons encourager les Coordinations Nationales, les groupes et les activistes du monde entier à participer à cette action, du 8 mars au 17 octobre 2020. Mobilisons aussi nos alliées lors des différentes étapes de notre action!

**Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer!**  
**Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!**

Graça Samo -- Coordinatrice du Secrétariat International

## Sommaire

Editorial .....	01
5è Action Internationale 2020 .....	03
Calendrier International de la 5è Action 2020 .....	04
En route vers 2020 – Mobilisation dans les régions .....	06
Informations .....	11
Femmes, migration, refuge .....	11
Manifestations du 25 novembre .....	12
Alliances .....	16
Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme .....	16
Contre l'impérialisme et les compagnies transnationales .....	17
Le Sommet des Peuples dans Chili.....	21
Sommet des peuples africains pour la justice climatique .....	22
Économies alternatives .....	24

## 5è Action Internationale 2020

# Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer!

En 2020, la Marche Mondiale des Femmes organise sa 5è Action Internationale, sous le slogan **Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer**. Avec cette action nous continuons à avancer dans la construction d'un mouvement permanent et en lutte: un mouvement féministe, anticapitaliste et antiraciste. Tous les cinq ans, une Action Internationale de la MMF met en lien nos processus organisationnels et de lutte à niveau local avec la force mondiale du féminisme en mouvement.

La 5è Action Internationale se caractérise par la résistance à l'offensive du capitalisme contre la vie, la résistance à la montée du conservatisme y de l'autoritarisme un peu partout dans le monde. Notre résistance est liée à des propositions et des constructions concrètes d'une société basée sur l'égalité, la justice, la liberté, la paix et la solidarité.



*Memóire: Cuvre-lit de la Solidarité, symbole de la 2e Action internationale de la Marche Mondiale des Femmes en 2005. Une partie de l'histoire de notre marche, tissée par de nombreuses mains au fil du temps.*

2020 va nous retrouver organisées et en lutte. **Du 8 mars au 17 octobre nous appelons les femmes en mouvement à rejoindre notre 5è Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes: Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer !**

# Calendrier International de la 5<sup>e</sup> Action 2020

**8 mars**

**Journée Internationale de la Lutte des Femmes  
Lancement de la 5<sup>e</sup> Action Internationale 2020**

Nous allons visibiliser la présence de la MMM et lancer l'action à travers des mobilisations dans la rue et sur les réseaux sociaux. C'est une journée pour situer nos résistances, présenter nos expériences et visibiliser la transformation vers laquelle nous marchons. Le 8 mars prochain marque le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'inauguration par la MMM de la construction d'un mouvement féministe international contre les causes de la pauvreté et la violence. Ce jour-là, dans chaque pays et territoire où nous sommes organisées, nous voulons lancer l'action et récupérer notre histoire, nous y reconnaître et renforcer notre mouvement collectif à partir de nos acquis.

**30 mars**

**Journée de la Terre en Palestine  
Pour l'autodétermination des peuples**

Les femmes palestiniennes vivent assiégées et terrorisées, les femmes kurdes sont expulsées de leur territoire, les femmes de la vallée du Cachemire perçoivent la croissance du fondamentalisme religieux et ont de moins en moins d'espace pour exiger leurs droits. Les femmes sahraouies appartiennent à un peuple divisé entre des camps de réfugiés et le territoire occupé par un mur. Les femmes basques, catalanes... La Marche Mondiale des Femmes est présente dans tous ces territoires et défend le droit à autodétermination, contre la militarisation et la guerre. Ainsi, le 30 mars fait partie de notre calendrier en tant que journée de visibilité de la lutte pour l'autodétermination des peuples.

**24 avril**

**24 Heures de Solidarité Féministe  
Lutte des Femmes Contre les Compagnies Transnationales**

Les 24 Heures de solidarité s'organisent autour de la lutte contre les entreprises transnationales, en mémoire de l'effondrement du bâtiment Rana Plaza où fonctionnaient plusieurs ateliers. C'est une journée pour dénoncer l'avancée du pouvoir des corporations sur nos territoires, nos corps et notre travail. Avec cette action nous exprimons notre critique féministe des entreprises transnationales. Des compagnies minières qui exploitent et détruisent des territoires et des communautés; des entreprises qui précarisent et exploitent le travail des femmes; des corporations de sécurité et services militaires que tire profit du conflit; des entreprises technologiques qui recueillent nos données; des entreprises qui produisent des pesticides et des semences transgéniques. Elles agissent pour rendre la vie plus précaire et, au même temps, elles reproduisent des inégalités, tout

en essayant de s'appropriier l'agenda des luttes féministes avec des initiatives de purple washing (lavage de l'image violette) et la propagande sur "l'empowerment" (empouvoirement) individuel des femmes. Les 24 Heures de solidarité féministe s'inscrivent dans un processus plus large que nous souhaitons encourager, qui connecte les activités d'éducation populaire avec des actions de dénonciation qui permettent d'élargir la lutte des femmes contre les compagnies transnationales.

**25 à 31 mai**  
**Journée Anti-impérialiste**  
**Pour faire face à l'offensive impérialiste**

Convoquée par l'Assemblée Internationale des Peuples et organisée par différents mouvements, réseaux et organisations du monde, la Journée anti-impérialiste sera un moment clé de construction et d'expression d'alliances stratégiques pour faire face à l'offensive impérialiste et à la montée de l'extrême droite partout dans le monde. Nous faisons partie de cette résistance et dans le cadre de notre 5<sup>e</sup> Action, pendant la Journée anti-impérialiste, nous allons renforcer notre choix de construire des alliances avec les mouvements sociaux, sur la base de l'autodétermination des femmes. À cette date nous allons organiser des activités spécifiques de la Marche Mondiale des Femmes et/ou coorganiser des actions, en fonction du choix de chaque pays.

**17 octobre**  
**Clôture Internationale de l'Action**  
**Pour un monde sans frontières**

L'activité de clôture de la 5<sup>e</sup> Action sera internationale et accueillera des représentantes de la Marche Mondiale des Femmes du monde entier. Nous sommes en train de travailler encore sur la forme que prendrait cette clôture, mais nous savons déjà qu'elle aura lieu à la frontière entre le Guatemala, le Honduras et El Salvador, dans la région des Amériques. Les frontières et les murs sont des lieux où beaucoup de choses contre lesquelles nous luttons se concrétisent : les États impérialistes avec des gouvernements de droite qui alimentent la haine contre les migrants, pour mettre en place leurs agendas contre les peuples; d'où procèdent les grandes compagnies transnationales, les mêmes qui attaquent les biens communs, qui expulsent les populations de leurs territoires et qui s'approprient tout, pour tout transformer en marchandise. Elles génèrent des profits grâce à l'oppression, dans des conflits armés qui font plus des victimes parmi les femmes et les enfants. Nous, en échange, nous affirmons par principe la solidarité internationaliste entre les peuples et les femmes.

## En route vers 2020 – Mobilisation

Rencontre de formation féministe au Kenya pour échanger sur l'Action 2020 et renforcer le dialogue dans la région



*La rencontre a rassemblé 43 femmes de 15 pays africains comme le Kenya, l'Ouganda, le Ghana, l'Afrique du Sud et le Mozambique.*

Au Kenya, le Comité de planification d'éducation populaire de la Marche Mondiale des Femmes a organisé un campement de formation politique féministe<sup>1</sup> du 14 au 16 novembre. Avec le nom «Alternatives féministes aux diverses luttes: reconstruire, récupérer et occuper les espaces qui nous appartiennent», la rencontre a rassemblé 43 femmes de 15 pays africains comme le Kenya, l'Ouganda, le Ghana, l'Afrique du Sud et le Mozambique. L'idée est née de la recherche constante de rassemblement d'espaces véritablement démocratiques, pour que les femmes puissent partager leurs expériences et pour que les jeunes et moins jeunes féministes puissent apprendre les unes des autres, de

manière intergénérationnelle. Une des raisons principales pour lesquelles le campement s'est organisé était de discuter sur la 5<sup>e</sup> Action Internationale 2020 et approfondir les dialogues dans la région.

«L'Action Internationale est un moment politique qui nous permet de nous coordonner en tant que mouvement international et de construire des alliances avec d'autres organisations de femmes, de féministes et des mouvements mixtes. C'est un temps pour créer de la force, récupérer la joie et renforcer la solidarité entre nous et les autres femmes et hommes. C'est le moment de construire le mouvement féministe à niveau local, en connectant nos diverses luttes et en faisant entendre nos voix unies en tant que collectif, afin de surmonter les défis affrontés par les femmes partout dans le monde », écrit Sophie Ogutu de la CN du Kenya.

Les femmes ont échangé sur leurs luttes et alternatives par rapport à des sujets comme l'insécurité, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, la violence envers les femmes, les mesures de sécurité des défenseuses de droits humains, le militarisme, l'analyse du pouvoir et la construction d'un mouvement vivant de femmes, leurs problématiques et leurs stratégies nationales. Les participantes ont aussi abordé des alternatives féministes aux diverses luttes, en particulier la question des femmes qui occupent, libèrent et reconstruisent les espaces qui leur appartiennent.

Le 18 février 2020, Journée des Femmes Sahraouies, sera marquée par les mobilisations en solidarité avec les femmes qui vivent dans des territoires occupés. En solidarité avec le Sahara Occidental, les camarades africaines vont organiser des événements et des activités spéciales le jour même. Elles vont se mobiliser pour le lancement de la 5<sup>e</sup> Action Internationale le 8 mars, pour les 24 Heures d'action féministe en avril, ainsi que du 12 au 14 octobre pour l'organisation de la 3<sup>e</sup> Rencontre Régionale Afrique, qui fait partie des actions globales 2020.

## La MMF des Amériques se réunit à Cuba et commence la préparation de la 5<sup>e</sup> Action Internationale



*Dans octobre, 26 camaradas de 13 Coordinations Nationales de Americas parlé des propositions pour construire la 5<sup>ème</sup> Action Internationale.*

Le 30 et 31 octobre, 26 camarades de 13 coordinations nationales de la Marche Mondiale des Femmes (Argentine, Bolivie, Brésil, Cuba, Chili, El Salvador, États Unis, Guatemala, Honduras, Mexique, Pérou, Québec et Venezuela) se sont réunies au siège de la Fédération des Femmes Cubaines. Cette réunion nous a permis de préparer notre participation à la Rencontre anti-impérialiste qui a eu lieu par la suite et d'échanger sur les défis contextuels et les propositions de construction de la 5<sup>e</sup> Action Internationale.

Depuis la MMF Amériques, nous réaffirmons que les Actions Internationales sont des moments clés pour la construction et la mise à jour des synthèses des processus que la MMF développe au fil des années. Nous sommes convaincues que pour la 5<sup>e</sup> Action nous avons devant nous le défi de positionner fermement le féminisme antisystème de la MMF. Ceci demande une capacité d'organiser des actions de dénonciation et résistance aux attaques que nous vivons aujourd'hui dans le monde, tout en renforçant et en mettant en pratique nos propositions de transformation.



C'est dans cette perspective que nous voulons mettre l'accent sur le débat le démantèlement du pouvoir des transnationales, qu'aujourd'hui sont un des instruments principaux pour imposer des politiques contraires à la vie, qui profitent à la tyrannie du marché. Les transnationales sont des nœuds qui accumulent de divers pouvoirs, qui sont ancrés dans l'industrie, dans le commerce et dans d'autres secteurs, qui font avancer l'extractivisme dans notre région et s'allient avec les États. Nous nous sommes posé la question : comment se concrétisent ces pouvoirs dans les divers territoires et quels sont les liens entre les différents secteurs ? Par exemple, pour expliquer le lien entre l'extractivisme et les armes, il existe des alliances entre le secteur public et privé. Ce sont des secteurs que nous devons catégoriser et réfléchir à des stratégies de contre-pouvoir.

Nous devons mettre en lien le travail contre les transnationales avec nos réalités, avec la façon dont elles nous impactent et elles empêchent la reproduction de la vie. Les peuples sont privés de ressources pour la vie. Frapper la population dans la source de reproduction de la vie fait partie de la formule du néolibéralisme et c'est exactement pour cela que les manifestations se sont enchaînées dans de différents pays des Amériques, comme au Chili, en Équateur ou en Haïti. Nous avons besoin de réfléchir à une stratégie pour rendre visible cette spoliation de la vie.

Il est important de construire un discours commun pour nous exprimer dans les mêmes termes et communiquer d'une manière plus assertive. Nous résistons aux transnationales et, de plus, nous marchons pour transformer. Nous devons mettre en commun les diverses formes de résistance que nous mettons en pratique. C'est dans cette perspective que nous nous engageons à approfondir le sujet des transnationales et à élaborer du matériel de communication, à organiser la dénonciation des transnationales avec des méthodologies d'éducation populaire, pour que la 5<sup>e</sup> Action soit plus qu'un événement, pour qu'elle s'inscrive dans un processus qui renforce la MMF. Tout en nous basant sur le contexte actuel, nous devons, en plus de le dénoncer, créer une organisation permanente, puisque cela fait partie de notre repositionnement en tant que mouvement.

Nous réaffirmons notre engagement avec l'agenda internationale de la 5<sup>e</sup> Action et nous renforçons notre proposition d'organiser un moment international qui nous rassemble toutes, comme partie de ce processus de renforcement et de visibilité de la MMF. Dans ce sens, nous nous engageons à construire, le 17 octobre, une action internationale de clôture entre le Guatemala, le Honduras et El Salvador, à laquelle nous irons affirmer notre lutte pour l'intégration des peuples et pour un monde sans frontières.

## **En Europe, de nombreuses formes d'action et des manifestations aux frontières**

Des représentantes de coordinations nationales de la MMF Europe et de mouvements et organisations alliées (Amis de la Terre, TNI, Fédération Européenne des Jardins Urbains,

Plate-forme Transnationale des Migrants, WIEGO ) se sont réunis le 29 et 30 septembre à Genève pour élaborer un agenda collectif pour l'Action Internationale 2020. Les sujets les plus abordés ont été la défense des biens communs, la résistance au pouvoir des entreprises transnationales et la montée de l'extrême droite dans plusieurs pays du continent européen.

Tous les pays de la MMF Europe vont organiser des activités pour la journée du 8 mars, pour les 24 Heures de solidarité en avril, ainsi que d'actions de clôture le 17 octobre. Les formes d'action seront diverses: des manifestations publiques, de nombreuses activités de formation et des débats. Plusieurs pays vont organiser aussi des manifestations aux frontières. La Marche du Pays Basque organisera une action à la frontière entre Euskal Herria et la France. Également, à la frontière entre l'Italie et la France il y aura une action autour du sujet du travail et du corps des femmes, et des séminaires avec le secteur informel pour débattre sur les transnationales depuis le point de vue des femmes. Des potagers partagés, des campements féministes et des espaces de formation seront organisés aussi en collaboration avec la Fédération Européenne des Jardins Urbains. La MMF Turquie organisera aussi une action à la frontière avec la Géorgie.

## **La région MENA prépare la 5ème Action milieu des conflits et des attaques et d'attaques sévères contre les droits des femmes**

Les femmes défenseuses des droits humains dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) font face à des dangers constants qui mettent en péril leurs vies et leur sécurité, à cause des menaces, de la criminalisation, des agressions et abus de toutes sortes. Au cours de l'année écoulée, cependant, les défenseuses des droits humains ont dû faire face à des défis sans précédent dans toute la région, dans le contexte de la dure réaction des régimes actuels aux mouvements massifs de protestation qui se sont répandus dans la région.

Les défenseuses des droits des femmes font l'objet d'attaques à de nombreux niveaux : des offensives des gouvernements contre leurs mouvements; des accusations fausses fabriquées par le système judiciaire sont portées contre elles; des violences domestiques qui augmentent lors des situations de conflit; de dissémination des informations privées qui font qu'elles soient publiquement attaquées et intimidées; des attaques misogynes; des coupures d'Internet; des arrestations du à la participation dans des manifestations ou réunions. C'est dans ce contexte que les femmes qui participent à la Marche Mondiale, organisée en Algérie, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Égypte et Palestine, résistent et se préparent pour la 5ème Action Internationale.

# Informations

## Femmes, migration, refuge

Avec d'autres organisations, la Marche Mondiale des Femmes a organisé la Rencontre Femmes, Migrations, Asile, du 27 au 29 septembre à Genève. 260 femmes de la diaspora mondiale qui vit en Europe ont participé au débat sur une agenda politique et critique autour de la migration et l'asile. La rencontre a eu lieu après la grande grève de femmes du 14 juin contre les inégalités et l'écart salarial entre les femmes et les hommes. C'était important pour encourager la participation à l'activité.



*Femmes de la diaspora mondiale qui vit en Europe ont participé au débat sur une agenda politique et critique autour de la migration et l'asile.*

Des discussions et 16 ateliers ont été organisés autour de divers sujets, tel que le rôle des entreprises transnationales et leurs liens avec la migration, l'exploitation du travail domestique et de soins en Europe, le racisme, le sexisme et la traite des personnes. Les femmes ont partagé des expériences d'intégration et de formation de groupes autogérés de femmes migrantes, qui se réunissent pour s'affirmer en tant que sujets politiques de droit. La réunion a été organisée par la Marche Mondiale des Femmes et d'autres organisations de femmes migrantes, des syndicats et des mouvements progressistes. La rencontre a créé la Plateforme d'Action vers une Europe Ouverte, Unie, Égalitaire et

Féministe. [Voir ici](#). Nous avons conclu cette rencontre avec une action dans la rue, pour rendre publiques nos demandes.

## **Novembre, journée internationale contre la violence faite aux femmes**

La Journée internationale contre la violence faite aux femmes est une référence à la mémoire des trois sœurs activistes politiques latino-américaines (Pátria, Minerva et María Teresa Mirabal), assassinées le 25 novembre 1960 aux ordres de Rafael Trujillo, dictateur de la République Dominicaine. La voiture des sœurs Mirabal, militantes contre la dictature, fut ciblée par des coups de feu en rentrant d'une visite aux maris de deux d'entre elles, qui étaient prisonniers politiques. Cette date a été proposée initialement lors de la 1<sup>è</sup> Rencontre féministe de l'Amérique Latine et les Caraïbes, en 1981.

La violence contre les femmes est structurelle, c'est une caractéristique inhérente au système patriarcal et capitaliste. Elle nous impacte toutes, parce qu'on a toutes senti peur, changé notre comportement et restreint nos options dû à la menace de la violence. Bien que la violence contre les femmes et les filles est plus commune dans l'espace privé, elle est utilisée comme une forme d'exclusion des femmes de l'espace public. Les femmes payent avec leur vie pour étudier ou travailler en dehors de la maison, au lieu de vivre dans l'espace privé, comme le prône la culture patriarcale. Dans le contexte de la criminalisation des mouvements sociaux et de la protestation, la répression contre les femmes activistes engagées dans la lutte prend souvent la forme de la violence sexuelle.

Cette violence englobe toutes les classes sociales, cultures, religions et lieux géopolitiques. Elle est utilisée comme instrument de contrôle de la vie, du corps et de la sexualité des femmes par des hommes individuellement, par des groupes d'hommes, par les institutions patriarcales et par les États. La Marche Mondiale des Femmes participe à de nombreux débats et des actions politiques qui encouragent les changements dans nos cultures patriarcales pour lutter contre la violence patriarcale. Nous considérons que le mouvement féministe doit travailler pour promouvoir une autogestion solide et large des femmes qui luttent pour l'autonomie (économique, sexuelle, reproductive, politique, personnelle, etc.) et l'autodétermination.

La lutte contre la violence à l'égard des femmes est l'un des notre domaines d'action. Le mois de novembre dernier, la Marche Mondiale des Femmes a organisé et participé à des actions de résistance à la violence faite aux femmes dans plusieurs pays. Nous partageons ci-dessous quelques exemples d'actions organisées dans différentes régions:



*Aux Philippines, plus de 100 femmes ont organisé une flash mob devant le Campement Aguinaldo à Quezon City le 20 novembre dernier.*

**Aux Philippines**, plus de 100 femmes ont organisé une [flash mob devant le Campement Aguinaldo](#) à Quezon City le 20 novembre dernier, en scandant "Kapangyarihan sa kababaihan!" (Pouvoir aux femmes!), "Kabuhayan, Katarungan!" (Emplois et justice!). Elles ont dénoncé le militarisme dans les campus et dans les communautés urbaines et rurales; le harcèlement militaire des étudiants —y compris dans l'enseignement primaire; la gentrification des zones urbaines aux Philippines, qui poussent les femmes pauvres des villes et leurs familles à abandonner leurs foyers et leurs moyens de subsistance; le manque d'emplois réguliers, de salaires dignes et le respect du droit à la syndicalisation, pour que nos femmes ne doivent pas émigrer pour travailler et pour que celles qui vivent à l'étranger puissent rentrer dans leurs familles ; l'insécurité provoquée par les licences octroyées aux compagnies qui occupent leurs terres.



«Si elle est sexiste, ce n'est pas de la justice! Éradiquons le patriarcat de la justice avec la lutte féministe » scande l'appel de la campagne lancé pour la Marche a Galice.

**En Galice**, la Marche Mondiale des Femmes a participé à des manifestations dans de nombreuses villes, et le 25 novembre a lancé une campagne pour visibiliser la violence judiciaire envers les femmes y les enfants. «Si elle est sexiste, ce n'est pas de la justice! Éradiquons le patriarcat de la justice avec la lutte féministe» scande l'appel de la campagne.

«Tous les jours —explique le texte de la campagne —« dans les commissariats de police et les tribunaux galiciens, les femmes qui dénoncent des violences sexistes voient leurs droits de défense, de protection de leurs filles ou de protection contre leurs agresseurs, bafoués. Elles manquent de conseil lorsqu'elles doivent décider de porter plainte et au moment de déposer plainte et de déclarer, un moment crucial sur lequel va se baser le procès ultérieurement. Il y a des mesures de précaution qui établissent dans le même document l'éloignement des agresseurs, tout en leurs donnant le droit de visiter leurs enfants; il y a des régimes de visites pour les délinquants sexuels mineurs ; il y a des dénonciations qui accusent, jugent ou revictimisent les femmes; il y a un pouvoir judiciaire sexiste convaincu que les auteurs de violences domestiques peuvent être de bons pères pour leurs enfants, déjà définis par la loi comme des victimes de violence sexiste; il y a un manque de formation, d'empathie et d'engagement des agents qui participent aux processus judiciaires, ainsi qu'un manque de tribunaux spécifiques pour la violence sexiste».

**Au Mozambique**, le Forum des Femmes et la Marche Mondiale des Femmes ont participé à des actions contre la violence faite aux femmes, du 25 novembre au 9 décembre, suivant le calendrier de l'ONU des manifestations contre la violence envers les femmes et les enfants. «Nous exigeons que l'État de Mozambique crée des conditions structurelles pour améliorer l'accompagnement des victimes de violences au sein de la famille, à travers un accompagnement intégré et inclusif, qui réponde aux exigences de l'adversité et aux particularités des femmes ; que les auteurs des violences soient punis avec des peines exemplaires, comme une démarche éducative d'une nation et une forme de décourager la continuité de ces actes qui menacent le bien-être des femmes et des filles. Nous exigeons aussi que l'État crée des initiatives concrètes pour aider et restaurer la dignité des femmes et des filles qui ont subi des cycles de violence, s'assurant qu'aucune d'elle n'ait à vivre dans le même espace que leur violeur», lit le [message de Forum Mulher](#).



*Nouvelle-Calédonie est en tête des violences faites aux femmes devant tous les pays d'outre-mer (territoires sous administration française hors du continent européen) et la France.*

**En Nouvelle-Calédonie**, le Collectif Femmes en Angère a dénoncé le silence des institutions face à l'expansion des violences faites aux femmes (4 féminicides depuis novembre 2018) sans parler du nombre inquiétant de viols (les petites filles sont la cible de ces prédateurs) et de violences conjugales qui place la Nouvelle-Calédonie en tête des violences faites aux femmes devant tous les pays d'outre-mer (territoires sous administration française hors du continent européen) et la France. La manifestation a également demandé des ressources financières et humaines pour financer le plan d'action contre les violences que les femmes -- cette réclamation est faite depuis 2016. Leurs propositions ont été acceptées par le gouvernement local mais le budget ne suit pas. La demande était que le gouvernement budgétise le plan de lutte contre les violences faites aux femmes et rende visible le plan de financement (aujourd'hui il est complètement vague). La MMF fait partie de Femmes en Angère.

# Alliances

## Nous continuons à lutter pour la démocratie et contre le néolibéralisme

Depuis 2015, la MMF fait partie de la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme. La Journée, organisée en collaboration avec l'ICAP (Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples) et les organisations cubaines, ont appelé à la Rencontre anti-impérialiste de solidarité pour la démocratie et contre le néolibéralisme, à laquelle ont participé près de 1200 personnes provenant de plus de 80 pays, du 1er au 3 novembre à La Havane, Cuba.

Dans le contexte actuel du continent latino-américain, de montée de la droite à travers des coups d'état comme celui de la [Bolivie](#), de mobilisations populaires très fortes et massives, durement réprimées comme au [Chili](#), en Équateur et en Haïti, la rencontre a été un moment puissant de réflexion sur les défis du contexte actuel pour le continent et de construction d'unité. De nombreuses questions se posent aux mouvements organisés, comme par exemple quel type de solidarité nous devons encourager face à la répression, le contrôle et la violence qui se déploient sur nos territoires, contre la vie des gens qui luttent, mais aussi face aux attaques à la démocratie qui sont devenus, dans la région, une méthode de la droite.

La délégation de la MMF à la Rencontre était formée par environ 30 camarades, qui ont participé à des tables rondes, des débats thématiques, des échanges dans les quartiers, à un forum public, à une exposition de mouvements et à des moments de solidarité avec le Cuba, le Venezuela et avec tous les peuples en luttent. Le féminisme était présent dans des discussions, des photos, des chants, des mots d'ordre, créant et renforçant la solidarité. Il a été discuté comment l'alliance entre les mouvements est une stratégie nécessaire pour une offensive populaire contre l'impérialisme et le néolibéralisme, qui mentent, appauvrissent les populations et emploient la violence comme méthode. La communication populaire est devenue un outil pour montrer ce que le monopole des médias cache.





*La délégation de la MMF à la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme était formée par environ 30 camarades. Le féminisme était présent dans des discussions, des photos, des chants, des mots d'ordre, créant et renforçant la solidarité.*

Nalu Faria, de la MMF Brésil et membre du CI, a participé à la [table ronde sur les défis de la gauche contre l'impérialisme](#). «Notre lutte est antisystème, contre le modèle capitaliste, hétéropatriarcale et raciste qui détruit la nature et prend certains êtres humains pour des déchets, qui aggrave l'exploitation de notre travail et de nos vies, avec un contrôle de plus en plus féroce de nos corps, femmes et hommes, travailleuses, LGBTQ, noires et indigènes. Nous voulons construire une autre société», a-t-elle dit. Pour elle, il est nécessaire que le féminisme et la justice environnementale soient une partie fondamentale de la lutte: «Il ne s'agit pas que d'intégrer les droits des femmes, des noirs et des peuples autochtones, mais aussi d'apprendre de leurs expériences, comme c'est le cas des peuples indigènes qui ont vécu en harmonie avec la nature pendant plus de cinq mille ans».

La [déclaration finale](#) de la rencontre a exprimé les engagements de solidarité avec le peuple cubain contre le blocage imposé par les États-Unis, ainsi que les engagements de lutte pour l'auto-détermination des peuples dans le monde entier. La Journée Continentale pour la Démocratie et Contre le Néolibéralisme continue sous la forme d'un [processus d'alliance et construction d'unité](#) dans les Amériques, tel qu'elle l'exprime dans sa feuille de route d'articulation et d'action, qui évoque les engagements de coordination d'actions concrètes qui vont aboutir à une date de mobilisation commune en novembre 2020, de lutte et de solidarité internationaliste entre les peuples qui confrontent le néolibéralisme. Vous trouverez les actualités de ce processus sur le site [www.seguimosenlucha.org](http://www.seguimosenlucha.org).

## Contre l'impérialisme et les compagnies transnationales

Du 12 au 19 octobre a eu lieu à Genève la Semaine de la Mobilisation des Peuples Contre l'Impérialisme et les Compagnies Transnationales. La mobilisation mène une campagne globale pour réclamer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des entreprises et résister à l'impérialisme. Fondée en 2012, elle donne lieu au Traité International des Peuples pour le Contrôle des Entreprises Transnationales, pour défendre les droits des peuples et soutenir leurs pouvoir, afin de lutter contre les crimes, les violations et l'impunité des compagnies transnationales.

La Marche a participé à la table ronde «Ensemble contre les compagnies transnationales et l'industrie du mur: lutte des migrants, mouvements des femmes et palestiniens». Il a été souligné le double rôle des entreprises: leurs travaux, le pillage des ressources naturelles, le commerce des armes et l'exploitation de la main d'œuvre des travailleurs provoquent des conflits et chassent les gens de leurs territoires. Au même temps, ces compagnies bénéficient du commerce de systèmes, équipes et services de «sécurité» pour les gouvernements qui veulent fermer leurs frontières à la migration des mêmes personnes. Les profits des transnationales découlent de la violation des droits et de l'oppression des peuples. Rien dans tout ce processus ne se fait sans le peuple, et particulièrement les femmes, qui s'organisent, dénoncent, résistent. Le Traité des Peuples est un des instruments de lutte.

## Sommet des Peuples: la lutte des mouvements sociaux contre le néolibéralisme et en défense de la vie



*Dans Santiago, les peuples du monde présentent leurs alternatives au système néolibéral qui attaque les bases de la reproduction de la vie.*

Tandis que des gouvernements et des entreprises se réunissaient à Madrid pour la Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP25), des femmes, des peuples indigènes et d'ascendance africaine, des communautés migrantes, paysannes, de travailleurs.euses, des jeunes et des enfants de nombreux coins du globe se sont mobilisés dans des centaines de mouvements sociaux, réunis dans le Sud global, dans un autre continent : à Santiago de Chili, ces populations se sont opposées aux fausses

solutions proposées par le système capitaliste, colonial, raciste et patriarcal, et les organisations sociales ont réaffirmé que la réponse à la crise climatique, à la violence des États et des corporations, aux attaques contre la démocratie et le pillage des biens communs sont les luttes dans nos territoires. Ce sont leurs alternatives au système néolibéral qui attaque les bases de la reproduction de la vie.

La COP 25 était prévu aussi au Chili, mais dû aux intenses manifestations dans le pays, elle a été transférée en Espagne. Le Sommet des Peuples a eu lieu à Santiago où, dénonçant la répression des manifestations et le modèle néolibéral, a exprimé son soutien au peuple chilien. Plus de 1500 personnes ont participé au Sommet des Peuples, qui dans sa déclaration finale expriment leur rejet de « l'imposition et l'expansion de l'extractivisme de la part des gouvernements et des organisations internationales, avec la complicité du pouvoir des compagnies transnationales, qui conçoivent tous les territoires comme des potentielles zones de sacrifice, détruisent des écosystèmes et déplacent les communautés, impactant ainsi leurs formes de vie et les économies locales ».



*Citant la déclaration du Chapiteau des Femmes, le Sommet des Peuples appelle à « l'économie féministe comme stratégie de résistance et transformation de la vie des femmes et de leurs communautés*

Face à ce modèle d'extractivisme qui pille les ressources naturelles de la planète et génère des inégalités, le Sommet des Peuples propose des changements structurels basés sur la solidarité, l'encouragement de la souveraineté alimentaire et l'agriculture familiale, la protection de l'environnement et l'autodétermination. Citant la déclaration du Chapiteau des Femmes, le Sommet des Peuples appelle à « l'économie féministe comme stratégie de résistance et transformation de la vie des femmes et de leurs communautés, comme une manière de reconnaître et valoriser les connaissances, le travail domestique et de soins qui soutient la vie, mais qui, dans ce système capitaliste, repose sur les femmes ».

Le Chapiteau des femmes a été proposé par la Marche Mondiale des Femmes et organisé en collaboration avec le Réseau chilien contre les violences faites aux femmes, ANAMURI, Colectiva Negrocéntricas, le collectif VientoSur, le MAT (Mouvement pour l'eau et les territoires), l'OLCA (Observatoire latino-américain de conflits environnementaux), le Comité socio-environnemental, le Comité plurinational et le CF8M (Comité international de coordination féministe du 8 mars). Pendant les 5 jours d'activité le chapiteau était comble. Il y avait des cercles de conversation, des débats, des présentations de livres, des expositions, des interventions culturelles, etc. Elles ont parlé des violences à l'encontre des femmes qui sont en première ligne de la résistance à l'extractivisme, tant dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. Des femmes qui subissent des attaques qui discréditent leur participation publique, des agressions et des meurtres. L'un des groupes qui s'est présenté, Comparsa Jardinera, a fait des versions féministes de chansons et danses traditionnelles chiliennes en hommage à ces femmes et en continuité avec leur lutte.

La table ronde « La crise comme entreprise, mécanisme de marché et de privatisation de la nature », organisée par Les Amies de la Terre avec la Marche Mondiale des Femmes, le Transnational Institute et la Confédération Syndicale des Travailleurs des Amériques (CSA), a été investie par les organisations qui composent la Journée Continentale pour la Démocratie et contre le Néolibéralisme, l'agenda commun d'environnementalistes, syndicalistes et féministes, et par les débats pour comprendre le contexte actuel. Leticia Paranhos, des Amies de la Terre, a exprimé qu'il était nécessaire d'aller au-delà du conflit capital-travail, puisqu'actuellement nous assistons à un conflit capital-vie ». « Pour ce système, il y a des vies jetables qui n'intéressent en rien le capital », a-t-elle signalé. Natália Lobo, de la MMF Brésil, a dit qu'il est « nécessaire d'instiller la logique de la vie dans nos actions politiques. Les fausses solutions ne proposent aucune solution à la crise parce qu'elles ne situent pas la vie en premier lieu. C'est pour cela qu'il est nécessaire de changer le système ».



Le 7è jour à la fin du Sommet la MMF Chili a organisé une École de formation de la MMF qui s'est tenue avec la présence de camarades du Brésil, Argentine, de différentes régions du Chili, du Paraguay, du Pérou, des États-Unis et du Québec. Lors de cette formation, les femmes ont partagé des expériences du dernier mandat dans leur région et ont observé les travaux communs des agendas locaux, qui pourraient se rejoindre dans la 5è Action Internationale. «Nous avons partagé ce que la Marche a développé dans chaque pays. La résistance à l'accaparement de la nature est ressortie de plusieurs manières, ainsi que l'idée d'occupation et de réinvestissement des espaces publics, avec la distribution d'aliments, la création de places, le changement de noms des rues, des monuments en honneurs des combattants et des peuples indigènes», dit Miriam Nobre de la MM Brésil. Voir les déclarations finales du [Sommet des Peuples](#) y de la [Carpa de las Mujeres](#).

## Sommet des peuples africains pour la justice climatique

Les Coordinateurs du MMF de la région d'Afrique australe (Tanzanie, région insulaire de Zanzibar, Mozambique, Afrique du Sud, Zimbabwe et Kenya) se sont mobilisés dans le Sommet des Peuples du 13 au 17 août en Tanzanie, espace d'auto-organisation des mouvements sociaux en parallèle au Sommet des Gouvernements, pour réaffirmer la résistance au modèle d'intégration régionale proposé et construire des alternatives qui intègrent les intérêts des peuples. C'est pour cette raison que la Coordination a invité la Marche du Kenya à y participer afin de réaffirmer la volonté d'unité des peuples en Afrique, libérés des configurations définies par les intérêts économiques et territoriaux coloniaux.

Le thème du sommet était "Reconstruire le mouvement des peuples dans le contexte des urgences climatiques, politiques et économiques: Pour des alternatives démocratiques radicales et une transition juste".

La Marche a eu une forte présence de jeunes femmes du Mozambique et du Kenya qui portaient le thème de la justice climatique comme étendard de leur lutte, à partir de l'analyse des impacts des Cyclones qui ont dévasté le Mozambique, le Zimbabwe et le Malawi. Ces jeunes femmes ont pu renforcer leurs liens avec des jeunes de Madagascar et de Maurice pour réfléchir à la construction et à l'élargissement des voix qui dénoncent les impacts de la crise climatique et partager les expériences des communautés pour sauver des vies et assurer des moyens de survie. Les rapports ont montré comment les femmes subissent les effets de la crise climatique qui génère des décès, des pertes de moyens de subsistance, des déplacements et des réinstallations forcés, des migrations et des conflits forcés et des guerres qui résultent de la concurrence pour les ressources rares qui sont considérées dans ce contexte.

Au-delà de la crise, la reconstruction, la défense de la vie!

La résilience des femmes a montré que dans un contexte de crise, les femmes se réinventent et trouvent dans l'amour et la solidarité la force de continuer à lutter pour défendre la vie, leurs enfants et leurs communautés. Ce sont les femmes parmi elles qui, dans la vie quotidienne, trouvent le moyen d'aider ceux qui ont le plus souffert, qui ont le plus besoin d'aide.

Mais il en faut beaucoup plus! Nous avons besoin d'une force qui unit les femmes africaines pour faire face à la crise climatique et à la reconstruction du continent qui a été dévasté par tant de guerres et tant de maux qui nous ont affligés depuis l'occupation coloniale il y a plus de 500 ans, mais qui sont renforcés par l'avancée du néolibéralisme qui a renforcé l'avancée du capitalisme et de l'impérialisme dans la région, représenté par les corporations qui pillent les richesses du continent et des îles, instrumentalisant la division entre les peuples et stimulant les guerres et la dévastation des forêts, des mers et de la culture diverse qui représente les peuples africains.

La Marche s'est jointe à d'autres mouvements de la région pour construire l'Alliance africaine pour la justice climatique, une initiative qui cherche à créer une force commune entre les mouvements sociaux et les organisations qui luttent pour la justice que puisse remplacer des valeurs capitalistes individualistes de compétition, d'expropriation et d'accumulation exacerbées par des valeurs qui favorisent le bien commun, la solidarité, l'équité et une vie en harmonie avec la terre mère et la nature. L'Alliance s'organise pour tenir sa première réunion en février 2020. La Marche veut se construire en occupant cet espace et en réaffirmant le sens de la lutte pour la défense de la vie telle que nous l'avons construite et défendue dans l'Economie féministe.

Le prochain Sommet des Peuples aura lieu au Mozambique en août 2020, et ce sera un moment très important pour rendre visible la 5ème action internationale du MMF. Un autre moment sera la réalisation du Monde des Femmes qui réunira de nombreuses femmes du monde au Mozambique en septembre 2020. La MMF Mozambique fait partie de cette construction sous le slogan " Féminismes africains: construire des alternatives pour les femmes et le monde ", à travers un corridor de connaissance qui se soucie et résiste.

## Le potentiel transformateur des économies alternatives

Le Forum Social Mondial des Économies Transformatrices est prévu en juin 2020. À ce processus de construction participent des camarades alliées du Remte (Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie), qui promeuvent l'économie féministe comme une condition essentielle pour provoquer des changements systémiques de la société. Nous partageons un article de Magdalena León du REMTE-Équateur —publié initialement par l'Agence Latino-américaine d'Information ([ALAI](#)), comme une contribution à notre discussion sur les alternatives.

*Il est urgent de transformer l'économie. C'est un défi et une possibilité pour le monde entier actuellement. Le néolibéralisme prédateur de vie a mené la crise sociale, politique et écologique à des niveaux insoutenables. Cependant, tandis qu'un système capitaliste avide de ressources aggrave les inégalités et les injustices, d'autres économies résistent ou surgissent pour soigner la vie, satisfaire les besoins de base et proposer des solutions concrètes aux multiples problématiques matérielles liées à l'évolution des sociétés.*

*Diverses expériences alternatives, marginalisées ou dévalorisées par la domination du marché capitaliste ont permis de préserver la vie, de produire et d'échanger, y compris dans les conditions les plus défavorables. Ce sont des réalités, des pratiques et des visions économiques de longue haleine ou de création récente, qui partagent l'éthique de la solidarité et qui prouvent qu'il est possible de placer la reproduction de la vie et le travail au centre de la création d'une véritable richesse. Cette richesse c'est la capacité de garantir la satisfaction des besoins de base de l'humanité, dans des conditions égales et justes pour toutes les personnes et communautés, avec des équilibres qui assurent la protection de la Terre Mère, de notre Maison Commune.*

*La liste est longue et variée, elle conjugue des pratiques économiques, des formes d'organisation et des visions théoriques et politiques. L'économie féministe en fait partie : elle rappelle la contribution cruciale de l'économie des soins et la vision critique du système et de la pensée économique ; l'économie sociale et solidaire, en tant que pratique et vision systémique ; la souveraineté alimentaire et l'agroécologie ; les différentes*



*réalités des économies communautaires rurales et urbaines ; les expériences de commerce équitable, de mutualité sociale, les coopératives, les finances éthiques ; les économies du commun, des populations indigènes, de la justice climatique ; la recherche, les politiques publiques, l'éducation, la communication, ce sont des domaines indissociables de ces expériences et visions.*

*De ce vaste milieu d'organisations et réseaux naît l'initiative du Forum Social Mondial des Économies Transformatrices, qui aura lieu à Barcelone du 25 au 28 juin 2020. Le FSMET 2020 accepte le défi de proposer au monde des voies concrètes vers d'autres économies, pour confronter le capitalisme et le néolibéralisme, se basant sur le potentiel desdites expériences, afin d'avancer vers une vision commune, intégrale, qui interpelle le système, appelle et mobilise la société.*

*Dans la tradition du Forum Social Mondial dans laquelle elle s'inscrit, cette rencontre n'est pas un événement de plus, mais une partie du processus qui cherche à avancer vers des agendas communs, des articulations et des initiatives qui élargissent l'horizon de la transformation économique. Dans ce sens, conformément à sa Charte de Principes, elle se base sur des valeurs d'inclusion, ouverture, transparence et respect de l'autonomie des mouvements, des acteurs sociaux et des personnes qui participent à cet espace.*

*Barcelone accueille le FSMET 2020 en tant que territoire de nombreuses expériences économiques transformatrices. Ses protagonistes —les organisations et entités engagées avec cette construction alternative— partageront leurs espaces, leurs acquis et leurs visions pour poser le cadre dans lequel se déroulera ces échanges mondiaux pendant le forum.*

*L'appel à participation est déjà ouvert. Dans l'étape de préparation, plusieurs activités de débat et échange sont en train d'être autogérées dans différentes régions du monde, pour arriver à Barcelone avec une base commune. Pour suivre la tradition du FSM, le programme du FSMET sera le résultat d'initiatives autogérées et cogérées qui peuvent d'ores et déjà être proposées.*

*Toutes les informations importantes, ainsi que diverses options de participation à l'étape de préparation du FSMET 2020 sont disponibles sur le site <https://transformadora.org>.*

*Par Magdalena León T. – membre du REMTE (Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie) et du Comité de Coordination du FSMET 2020.*

Le Bulletin de Liaison est édité par le Secrétariat International (SI) de la Marche Mondiale des Femmes et distribué par courrier électronique. **Contact email :** <http://www.marchemondiale.org> - Site web : [info@marchemondiale.org](mailto:info@marchemondiale.org)

**Rédaction et révision :** Patricia Cornils **Collaboratrices de cette édition :** Françoise Caillard, Graça Samo, Marianna Fernandes, Nalu Faria, Ruba Odeh, Yıldız Temürtürkan **Traduction et révision :** Aline Scátola, Helena Zelic, Ioana Corina Pop, Maria Júlia Montero, Miriam Nobre **Photos :** archives de la MMF Pour recevoir cette lettre d'information, envoyez un courriel à [info@marchemondiale.org](mailto:info@marchemondiale.org) en inscrivant " Inscription à la lettre d'information " dans l'objet. Pour annuler votre inscription, envoyez un courriel à [info@marchemondiale.org](mailto:info@marchemondiale.org) en indiquant " Désinscription à la newsletter " dans l'objet.

